

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche

Université de Franche-Comté

Maison de l'Université

1, Rue Goudimel

25030 Besançon

Tel : 03.81.66.59.02

Service.marches@univ-fcomte.fr

MARCHÉ PUBLIC

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

APPEL D'OFFRES OUVERT

CCAP n °22.007 du 11/05/2022

OBJET DE LA CONSULTATION

Acquisition d'un peigne de fréquences optiques ultra-bas bruit

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Lundi 4 juillet 2022 à 12h00 (heure de Paris)

Procédure de Consultation utilisée : Appel d'Offres Ouvert en application des articles R2124-1, R2161-2, R2161-5, R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le présent CCAP comporte 13 pages numérotées de 1 à 14

SOMMAIRE

ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHE.....	3
1.1. - MARCHÉS COMPLÉMENTAIRES	4
1.2. - DUREE DU MARCHÉ.....	4
1.3. - LIEU D’EXECUTION DU MARCHÉ.....	4
1.4. - FORMATION	4
ARTICLE 2. - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3. - PERSONNE PUBLIQUE :.....	5
ARTICLE 4. - CONDITIONS D’EXECUTION ET DE LIVRAISON	5
4.1. - ADRESSES DE LIVRAISON.....	5
4.2. - CONDITIONS DE TRANSPORT	5
4.3. - BON DE LIVRAISON	5
ARTICLE 5. - OPERATION DE VERIFICATION.....	6
ARTICLE 6. - RETENUE DE GARANTIE	7
ARTICLE 7. - PRIX.....	7
7.1. - FORME ET NATURE DES PRIX	7
7.2. - CONTENU DES PRIX	7
ARTICLE 8. - MODALITES DE REGLEMENT.....	8
8.1. - AVANCE ET PAIEMENT FRACTIONNÉ.....	8
8.2. - FACTURES	8
8.3. - REGLEMENT DES FACTURES	9
8.4. - INTERÊTS MORATOIRES	9
ARTICLE 9. - GARANTIE.....	10
ARTICLE 10. - PENALITES DE RETARD	11
ARTICLE 11. - DROIT, LANGUE, MONNAIE.....	12
11.1. - RÈGLEMENT DES LITIGES	12
11.2. - LANGUE	12
11.3. - MONNAIE DE COMPTE	12
ARTICLE 12. - RESILITATION	13
ARTICLE 13. - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES.....	13
ARTICLE 14. - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	13
ARTICLE 15. - PROCEDURE COLLECTIVE DU TITULAIRE.....	13
ARTICLE 16. - CESSATION DES ACTIVITES DU TITULAIRE.....	14
ARTICLE 17. - SECRET PROFESSIONNEL	14
ARTICLE 18. - dérogations au C.C.A.G.	14

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

La présente demande concerne l'acquisition d'un peigne de fréquences optiques ultra-bas bruit, ayant une fréquence de répétition au moins égale à 200 MHz, qui sera utilisé pour asservir des lasers à 578 nm et 1,5 μ m.

Le laser sera une chaîne laser femtoseconde accompagnée d'un synthétiseur de fréquences optiques devant être livrée prête à l'utilisation sur une table optique. Le laser devra être raisonnablement compact et ne pas exiger de réglages fréquents. Il sera utilisé pour la métrologie des fréquences optiques.

Le synthétiseur de fréquences optiques permettra la métrologie de la longueur d'onde d'un laser externe sur une plage large, couvrant typiquement le visible et le proche infra-rouge (de moins de 532 nm à plus de 2000 nm), avec une très grande stabilité (inférieure à 10^{-17} pour des temps d'interrogation supérieurs à une seconde, inférieure à 10^{-18} pour des temps d'interrogation supérieurs à 1000 s). Il disposera d'une sortie ultra-stable à 10 MHz.

L'exactitude devra être inférieure à 10^{-18} pour des temps d'intégration supérieurs à 100 s

Le laser devra disposer d'au moins 3 sorties optiques à 1,5 μ m, et d'une sortie optique centrée autour de 578 nm. Les sorties à 1,5 μ m devront fournir au moins 10 mW de puissance. La sortie à 578 nm devra fournir au moins 1 mW/nm autour de 578 nm.

Une formation pour 4 personnes en langue Française ou anglaise est demandée. Celle-ci aura lieu à l'adresse de livraison à la suite de l'installation ou à une date ultérieure fixée avec le référent technique du dossier.

La formation comprendra l'utilisation complète du matériel et de ses fonctionnalités, y compris l'utilisation des logiciels d'acquisition et de traitement des données. Le programme et les objectifs de formation devront être détaillés dans le mémoire technique.

Le coût de cette formation sera inclus dans l'offre du candidat.

Les spécificités techniques sont décrites dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières joint.

→ Ce marché ne sera pas alloti car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Le marché comprend des PSE (Prestation Supplémentaire Eventuelle).

PSE (Obligatoire) prestations supplémentaires éventuelles :

Il est demandé dans le cahier des charges que le soumissionnaire fasse une proposition de prix pour les options suivantes :

- Option 1 : dispositifs d'extension des longueurs d'ondes sur la gamme 500-2000nm
- Option 2 : un dispositif de détection à 1,5 μ m supplémentaire
- Option 3 : un dispositif de détection dans la gamme visible
- Option 4 : une sortie ultra-stable à 10GHz

L'université de Franche-Comté se réserve le droit de retenir ou non ces PSE. Le candidat en sera informé lors de l'attribution du marché.

Le marché comprend :

- la fourniture des matériels,
- la livraison et installation sur site,

- la fourniture de documentation (en Français ou en anglais),
- la garantie minimum de 1 an, pièces, main d'œuvre et déplacement sur site (annexe 1 et 2)
- la formation pour 4 personnes sur site (annexe 4)
- la maintenance (annexe 3)

1.1. - MARCHES COMPLEMENTAIRES

Il pourra être passé un ou des marchés complémentaires « renouvellement partiel ou compléments(s) limité(s) » à des compléments ou extensions non connus à ce jour, dans la limite définie par l'article R 2122-4 du code de la commande publique. La durée de ces marchés complémentaires ne pourra dépasser **trois (3) ans**.

1.2. - DUREE DU MARCHE

L'ensemble du matériel devra être livré et installé impérativement avant la date du **28 avril 2023**.

1.3. - LIEU D'EXECUTION DU MARCHE

Le matériel devra être livré à l'adresse suivante après prise de rendez-vous avec le référent technique du dossier dont les coordonnées sont indiquées à la page 3 du Règlement de Consultation:

Université de Franche-Comté
Institut FEMTO-ST
ENSMM
Département temps fréquences
26, rue de l'Epitaphe
25000 BESANCON

1.4. - FORMATION

Une formation pour **5** personnes en langue Française est demandée. Celle-ci aura lieu à l'adresse de livraison à la suite de l'installation.

La formation comprendra l'utilisation complète du matériel et de ses fonctionnalités, y compris l'utilisation des logiciels d'acquisition et de traitement des données. Le programme et les objectifs de formation devront être détaillés dans le mémoire technique.

Le coût de cette formation sera inclus dans l'offre du candidat.

ARTICLE 2. - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les éléments contractuels ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement ainsi que l'offre technique du candidat. (ATTRII)** Joint au présent dossier,
- **Les annexes 1, 2, 3 et 4 à l'acte d'engagement relatives aux conditions de maintenance hors contrat et à la garantie, SAV et formation à compléter.**
- **le présent cahier des clauses administratives particulières (C. C. A. P. n° 22.007 du 11/05/2022 dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;**
- **le règlement de la consultation** et son annexe A relative à la dématérialisation

- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),**
- **le cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 19 janvier 2009). Le titulaire déclare parfaitement bien connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020407115&dateTexte=&categorieLien=id>

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus.

Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3. - PERSONNE PUBLIQUE :

Au sens du cahier des clauses administratives générales (C. C. A. G.) sont désignés :

- **Personne Publique :** Madame La Présidente de l'Université de Franche-Comté (Pouvoir adjudicateur) ou ses représentants dûment désignés.
- **Comptable assignataire des paiements :** Monsieur l'Agent Comptable de l'Université de Franche-Comté.
- **Personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur dans l'exécution des dispositions du présent cahier des charges :** Mme Marion DELEHAYE

ARTICLE 4. - CONDITIONS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

4.1. - ADRESSES DE LIVRAISON

La livraison du matériel s'effectuera dans les locaux de l'Université de Franche-Comté à l'adresse indiquée au point 1-3.

4.2. - CONDITIONS DE TRANSPORT

Les marchandises, objet du présent marché, voyagent aux risques et périls du titulaire du marché. Elles devront être convenablement emballées de manière à ce qu'elles puissent supporter sans dommage les risques inhérents au transport avant la livraison.

4.3. - BON DE LIVRAISON

Le titulaire du marché sera tenu de présenter au service destinataire de la livraison un bon de livraison établi en un original et une copie qui précisera, à l'exclusion des prix :

- le numéro du marché ;
- le nom et adresse du titulaire du fournisseur titulaire du marché ;
- la date de livraison ;
- la nature des fournitures livrées ;
- les quantités livrées.

Le bon de livraison sera visé, à la livraison, par une personne représentant la composante qui en plus de sa signature lisible devra apposer le cachet de l'établissement et porter en toutes lettres la date du jour de réception du matériel et ses nom et qualité. Devront figurer également les réserves éventuellement émises par rapport au matériel livré.

Un exemplaire du bon de livraison est destiné à la personne publique, l'autre exemplaire au titulaire du marché.

Le destinataire de la livraison, si celle-ci n'est pas conforme en tous points aux descriptifs du bon de commande et du présent marché (acte d'engagement, ses annexes et le C.C.A.P.) refusera les marchandises.

La signature du bon de livraison ne vaut pas admission et ne saurait remplacer la procédure prévue à l'article 5 ci-dessous.

ARTICLE 5. - OPERATION DE VERIFICATION

Les vérifications tant qualitatives que quantitatives seront réalisées dans les locaux de l'Université. Les installations physiques et logicielles seront assurées par le mésocentre de calcul.

- Procédure d'admission du matériel :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative simples auront lieu conformément aux articles 27 à 30 du C.C.A.G FCS.

Par dérogation à ces articles, les opérations autres que celles mentionnées à l'article 27.1 du C.C.A.G se dérouleront de la manière suivante :

- ♦ ***La vérification d'aptitude*** : a pour but de constater que la prestation présente les caractéristiques qui la rendent apte à remplir les fonctions précisées par le marché.

Un contrôle de conformité après installation portant sur une utilisation standard de l'appareil de SPR est effectué par le titulaire, un rapport sera établi et remis au pouvoir adjudicateur. Le rapport fourni servira de base à l'opération de vérification de bon matériel.

Le titulaire assurera une formation sur site à l'utilisation de l'instrument, de ses périphériques et des logiciels pour les utilisateurs de l'appareil. Au terme de cette formation, la mise en ordre de marche sera déclarée par le titulaire.

Le délai imparti à la personne publique pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est d'un **(1) mois à partir de la mise en service du matériel.**

Si la vérification est positive, le Pouvoir Adjudicateur procède à la vérification de service régulier. Sinon le Pouvoir Adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet.

- ♦ ***La vérification de service régulier*** : a pour but de constater que la prestation est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions susvisées. La régularité du service s'observe à partir du jour où la prestation a été déclarée apte pendant une durée de **deux mois (2)**.
- ♦ ***L'admission*** : à l'issue de la période de vérification de service régulier, la personne publique dispose de sept (7) jours pour notifier au titulaire sa décision conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du C.C.A.G.-F.C.S..

Si la vérification de service régulier est positive, le Pouvoir adjudicateur prononce l'admission de la prestation. Si la vérification de service régulier est négative, le Pouvoir Adjudicateur prononce soit l'ajournement de la prestation, avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire de deux (2) mois, soit l'admission avec réfaction, soit le rejet de la prestation. A l'exception des précisions ci-dessus, les articles 27 à 30 du C.C.A.G s'appliquent à ce marché.

Si la marchandise livrée ne répond pas aux spécifications du marché, elle sera refusée et devra être immédiatement remplacée sur simple demande auprès du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour effectuer ce remplacement. Passé ce délai, les pénalités de retard prévues à l'article 10 du présent C.C.P s'appliquent.

ARTICLE 6. - RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % sera prélevée par fractions sur chaque règlement autre que l'avance conformément aux stipulations des articles R 2191-32 à R 2191-42.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des fournitures ou services pendant le délai de garantie. Elle pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

Pour les marchés publics conclus avec une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13 ce taux sera de 3%.

ARTICLE 7. - PRIX

7.1. - FORME ET NATURE DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaires.

Le prix total inclura la garantie contractuelle.

7.2. - CONTENU DES PRIX

Le prix comprend le matériel, ainsi que la garantie « constructeur » contractuelle. Les prix sont fermes.

Le titulaire certifie que les prix stipulés à l'acte d'engagement et ses annexes n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir à la demande de l'Université, toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques du mois précédent celui de la date de remise des offres, appelé « mois zéro ».

Les prix comprennent le conditionnement, l'emballage, le transport, la livraison, le déchargement aux lieux de livraisons mentionnés sur les différents bons de commande, toutes charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Conformément aux articles R 2112-5 à R 2112-13, le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations selon l'indice INSEE brut de la production industrielle « **Fabrication d'autres machines d'usage spécifiques** » n°001654131.

Le mois de référence est le mois de remise des offres.

La formule de révision est la suivante :

$$\text{Montant de l'augmentation} = P_0 \times (I_m / I_0) / 100$$

- P_0 : Prix initial du marché
- I_m : Valeur de la référence du mois de révision de prix
- I_0 : Valeur de la référence du mois de remise des offres

Tous les prix s'entendent toutes taxes fiscales et parafiscales incluses à l'exception de la TVA. La TVA est appliquée au taux en vigueur lors de son exigibilité pour chacune des commandes. Le taux actuellement applicable est celui de 20.00%.

ARTICLE 8. - MODALITES DE REGLEMENT

8.1. - AVANCE ET PAIEMENT FRACTIONNE

Sauf refus du titulaire, une avance de 30% sera versée dans les conditions réglementaires prévues aux articles R 2191-3 à R 2191-10 du code de la commande publique, en cas de marché dont le montant est supérieur à 50 000.00HT et dans la mesure où l'exécution est supérieure à 2 mois.

Cette avance sera payée **sur présentation d'une facture correspondant à son montant**, le remboursement de l'avance s'effectuera selon les modalités prévues aux articles R 2191-11 à R 2191-12. Si le marché a une durée supérieure à 12 mois, le montant de l'avance sera proratisé selon le coefficient suivant $12 / d$ (d = durée du marché en mois).

☐ je ne renonce pas au bénéfice de l'avance

☐ je renonce au bénéfice de l'avance

L'avance sera versée au titulaire du marché, le fait générateur du versement étant la signature du marché par le titulaire et le pouvoir adjudicateur (Notification du marché).

8.2. - FACTURES

Les factures devront être déposées sur le Chorus Portail Pro:

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> avec les renseignements suivant : SIRET 192.512.150.00363, le code service 921 et le numéro de marché qui vous sera communiqué lors de la notification.

Etablies après la livraison, elles seront composées d'un original. Elles porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché,
- Le numéro du compte bancaire ou postal, figurant dans l'acte d'engagement,
- Les quantités livrées,
- Le prix unitaire du matériel,
- Le prix total,
- Le montant total de la facture HT,
- Le taux ou les taux de TVA appliqués, leur montant,
- Le montant total T. T. C.,
- La date d'émission de la facture.

Les factures sont exprimées en euros et sont rédigées en français.
Le candidat s'engage sur la fourniture d'une facturation détaillée.

8.3. - REGLEMENT DES FACTURES

L'Administration se libérera des sommes dues par mandat administratif et virement au compte du titulaire figurant sur l'acte d'engagement.

- **Une avance de 30%** sera versée au titulaire du marché à la suite de la notification sous réserve de l'envoi de la facture correspondante au service des marchés.
- **Un acompte de 80% sera versé à la livraison, installation et mise en ordre de marche à la suite des essais effectuées par le titulaire.** L'avance éventuellement versée à la notification du marché sera intégralement récupérée sur cet acompte.
- **Le solde de 20% sera versé à l'admission du matériel** soit environ 3 mois après la livraison du matériel sous réserve que son fonctionnement soit conforme aux spécifications du marché.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G. - F.C.S., et dans un délai global de paiement de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures au service financier de la ou des composante(s) concernée(s) ou de la date de service fait si la facture est transmise avant exécution de la prestation.

8.4. - INTERETS MORATOIRES

L'Administration se libérera des sommes dues par mandat administratif et virement au compte du titulaire.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 10 à 12 du C.C.A.G. - F.C.S., et dans un délai global de paiement de trente jours à compter de :

- la date de réception des factures au service financier de la ou des composante(s) concernée(s)
- ou de la date de fin d'installation du matériel si la facture est antérieure à cette date.

Lorsqu'il est imputable à l'Administration, le dépassement du délai global de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché à compter du jour suivant l'expiration de ce délai dans les conditions prévues à l'article R2192-31 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale Européenne à des opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. (7 points pour les marchés soumis au code des marchés publics avant le décret).

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40.00 euros. Article R 2192-35 du code de la commande publique

ARTICLE 9. - GARANTIE

Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles L.1641 et suivants du Code civil (vices cachés), L.1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L.421-1, L.421-3 et L.421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent contrat.

Garanties contractuelles

Le matériel et les prestations acquis au titre du présent marché seront garanties (pièces, main d'œuvre et déplacements sur site à J+1) au 1 (un) an à compter de leur date d'admission, figurant sur le Procès-verbal d'admission délivré par la Personne Publique.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais tout ou partie des équipements qui seraient reconnus défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur. Toutefois, en cas de contestation sur ce dernier point, la preuve de ces faits devra être apportée par le titulaire du marché.

La garantie couvre l'ensemble des frais afférents, y compris la main d'œuvre, les frais de déplacement, le conditionnement, l'emballage, les transports et la livraison des produits, qu'il soit procédé à ces opérations sur le lieu d'utilisation du matériel ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée dans ses locaux.

Le dépannage se fera sur simple appel téléphonique de la Personne publique. La période d'appel s'étendra aux jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 9h à 18h.

Pour toute panne constatée et signalée par la Personne Publique, le titulaire assurera la réparation sur site durant les jours ouvrés, du lundi au vendredi de 9h à 17h.

Le prestataire fera le nécessaire pour que les garanties soient libellées au nom de l'Université de Franche-Comté et qu'elles soient actées.

Pendant le délai de garantie, les conditions de maintenance et d'interventions sur site de l'Université de Franche-Comté en cas de panne ou dysfonctionnement, devront être précisées dans le mémoire technique, ainsi qu'éventuellement les possibilités de remplacement à titre gratuit de matériel équivalent le temps des réparations.

Les délais d'intervention et de rétablissement, devront être indiqués et **devront être les plus courts possibles ; Un technicien devra être disponible sous 48h à compter de l'appel téléphonique signalant la panne.** Le titulaire s'engage à communiquer clairement dans le mémoire technique, les coordonnées du service chargé de prendre en compte la demande d'intervention.

Conditions de la garantie :

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais les parties des matériels défectueuses, avec rétablissement du matériel **dans un délai de 7 jours maximum.**

Les prix comprennent les pièces et les frais de main d'œuvre en atelier ou sur site par des techniciens qualifiés, les frais de déplacements et d'hébergement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériels nécessaires, les matériels de tests et outillages spécifiques, la tenue à jour de la documentation technique des installations.

Le titulaire doit être en mesure d'assurer une assistance technique téléphonique en langue française.

Le titulaire garantit qu'il interviendra en cas d'anomalie et/ou de défaillance, quelle que soit la nature de cette anomalie ou défaillance et sans qu'il soit nécessaire pour l'Université d'en déterminer

l'origine, à l'exception du cas où cette dernière résulterait du fait dument constaté de la personne publique ou d'un tiers.

En cas de non-respect par le titulaire de ces dispositions, entraînant une indisponibilité et /ou un dysfonctionnement des services de l'Université, des pénalités seront dues dans les conditions prévues à l'article 10 du présent document.

En complément de l'article 33 du CCAG/FCS, le matériel est garanti contre tout vice de fabrication, ou défaut de matière caché, c'est-à-dire inapparente à première vue lors de la livraison, et ceci, à compter du jour de la livraison et pendant la durée de garantie.

- **Le candidat devra également remplir les annexes 1 à 3 à l'acte d'engagement.**

ARTICLE 10. - PENALITES DE RETARD

- **Pénalités pour retard de livraison :**

Lorsque le délai contractuel, éventuellement prolongé dans les conditions prévues au CCAG FCS, est dépassé par le titulaire, celui-ci encourt à compter du jour suivant l'expiration du délai et après mise en demeure préalable, une pénalité de retard.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard seront calculées de la façon suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P = montant de la pénalité

V = valeur de règlement des prestations en retard ou valeur de règlement de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard

En cas de résiliation du marché, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

- **Pénalités pour non intervention dans les délais en cas de panne :**

Dans le cas où, sans faute des utilisateurs et par suite de fonctionnement défectueux du matériel et de ses périphériques de connexion, un appareil se trouverait indisponible :

Pour non intervention dans le délai de 48 heures (article 9 ci-dessus), des pénalités seront appliquées pour chaque heure (s) ouvrable (s) d'indisponibilité du matériel :

Cette pénalité forfaitaire est fixée à la somme de un euro (1.00 €) par heure de retard.

Le titulaire du marché ayant été avisé de la ou des pannes, par tout moyen : mail, téléphone..., le délai de retard court, à partir de l'heure où devait s'effectuer l'intervention (jours non ouvrables et fériés exclus). Le délai de carence ne doit pas être compris pour le calcul des pénalités.

ARTICLE 11. - DROIT, LANGUE, MONNAIE

11.1. - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, **le droit français est seul applicable**. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les parties tentent de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat.

Le cas échéant, les parties conviennent de saisir l'organe chargé des procédures de médiation, avant toute procédure judiciaire, sauf conservatoire.

A défaut d'accord, le tribunal administratif du siège de l'établissement signataire de l'accord-cadre est saisi du litige conformément à l'article R 2197-1 du code de la commande publique et le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le Comité visé ci-dessus, le tribunal administratif de BESANCON est seul compétent en première instance.

Délai et voies de recours :

- **Référé pré contractuel** (article L.551-1 du code de justice administrative) jusqu'à la date de signature du marché.

- **Référé contractuel** (articles L 551-13 à L 551-16 du code de justice administrative) dans un délai de 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne et dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché dans les autres cas.

- **Recours de pleine juridiction** : par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution annonçant la conclusion du marché.

- **Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée.

Instance compétente pour l'introduction des procédures de recours :

Tribunal administratif
30 rue Charles Nodier
25000 Besançon
Téléphone : 03.81.82.60.00
Greffes.ta-besancon@juradm.fr

11.2. - LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou anglaise . S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

11.3. - MONNAIE DE COMPTE

La monnaie de compte est l'EURO.

ARTICLE 12. - RESILIATION

Conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG / FCS, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus par l'article 2141 à L2141-5 du code de la commande publique (interdiction de soumissionner à des marchés publics), la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 41 à 45 du CCAG / FCS.

De même, après une mise en demeure restée infructueuse, **le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne prétende à indemnité**, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article R.324-4 du Code du Travail (déclarations sociales pour le recouvrement des cotisations sociales).

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire les obligations de celle-ci ou présenter ses observations.

Outre les cas de résiliation prévus aux articles 38 à 45 du CCAG/FCS, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoi en recommandé avec accusé de réception) après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai si des défauts constatés n'étaient pas corrigés.

ARTICLE 13. - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-58 du code de la commande publique et de l'article 4.2.2 du CCAG / FCS. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R 2191-59 à R 2191-62 du code de la commande publique est le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14. - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social, de domicile, de compte à créditer, devra être notifié par lettre recommandée avec Accusé de Réception au représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette notification devra être appuyée, selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit une photocopie certifiée conforme de cette décision.

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

ARTICLE 15. - PROCEDURE COLLECTIVE DU TITULAIRE

Les stipulations ci-après sont applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire éventuelle du titulaire. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire du titulaire, ce dernier est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur l'ordonnance rendue par le tribunal de

commerce. Il en va de même de tout acte juridique ayant un rapport direct ou indirect avec la procédure collective susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution du marché.

Dans l'hypothèse d'un redressement judiciaire, l'Université adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger la poursuite du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cadre d'une procédure simplifiée avec maintien des organes dirigeants de l'entreprise, assistés dans leur gestion en période d'observation par un administrateur judiciaire si, en application de l'article L627-2 du Code de Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de Commerce.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant expiration dudit délai, le tribunal de commerce a accordé à l'administrateur judiciaire une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur judiciaire ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus indiqué. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 16. - CESSATION DES ACTIVITES DU TITULAIRE

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société sera possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'Université sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs, ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L-2141 du code de la commande publique.

ARTICLE 17. - SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire se conforme d'une manière générale aux dispositions du Code Pénal sur le secret professionnel. Il ne peut rien révéler des informations qu'il viendrait à connaître du fait de son activité dans les locaux de l'Université.

En cas de violation du secret professionnel, le marché serait immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 18. - DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- Fournitures courantes et services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Article 5 – Procédure d'admission du matériel

Article 10 – Pénalités de retard.

Signature du candidat (Responsable de la Société) précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Date :